

ipt179 3 I 366 vvvv 941108E06176

FRANCE-AFRIQUE-SOMMET-RWANDA (LEAD PREVU)

Paris juge Kigali agressif mais évoque un dialogue

par William Emmanuel

BIARRITZ, 8 novembre, Reuter - Paris est pret à normaliser ses relations avec les nouvelles autorités rwandaises à condition qu'elles éclaircissent leur politique et cessent de tenir des propos "agressifs" contre la France, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé.

Le chef de la diplomatie française a justifié une nouvelle fois le refus d'inviter le gouvernement de Kigali au 18e sommet franco-africain, à Biarritz, en disant avoir reçu des "signaux contradictoires". En outre, a-t-il expliqué, il n'y a "pas de droit acquis à venir" à cette conférence.

"Il semble que la situation au Rwanda n'est pas suffisamment décantée pour qu'on puisse avoir aujourd'hui un dialogue efficace. J'ajoute que la meilleure manière de trouver toute sa place dans cette conférence n'est pas de continuer à tenir sur la France des propos particulièrement agressifs. Ce n'est pas comme ça qu'on s'intègre dans une réunion d'amis", a expliqué Alain Juppé lors d'une conférence de presse.

"Nous n'avons pas invité le Rwanda parce que nous pensons que la stabilisation de la démocratie n'a pas encore été réalisée", a-t-il dit ensuite aux médias anglophones.

Il a reproché au gouvernement rwandais d'avoir refusé la création d'un tribunal international pour juger les responsables du génocide du printemps dernier. "Nous souhaitons que ce tribunal soit mis en place", a-t-il dit.

Réalité ethnique

Aux Nations unies, un porte-parole a expliqué lundi que Kigali avait des réserves quant au rôle du tribunal. Le Rwanda est préoccupé par le fait que le tribunal international ne pourra pas prononcer la peine de mort contre les coupables.

Alain Juppé a expliqué que le message de la France à l'adresse des autorités de Kigali portait sur la nécessité d'une "réconciliation nationale".

Il a ajouté que c'était la philosophie des accords de paix signés l'année dernière à Arusha, en Tanzanie, par le gouvernement hutu, alors au pouvoir, et le Front patriotique rwandais (FPR), dominé par les Tutsis.

"Il y a une réalité ethnique au Rwanda comme au Burundi. Il est impossible d'avoir un régime stable si on ne fait pas participer les deux ethnies au pouvoir. Dans le même temps, il est naturellement exclu d'avoir au pouvoir des gens qui ont sur les mains le sang du génocide", a dit le ministre français.

Malgré les tensions entre la France et le Rwanda, Alain Juppé n'a pas exclu une normalisation. "Au fur et à mesure que les choses évolueront, nous sommes tout à fait prêts à dialoguer avec les autorités rwandaises", a-t-il dit.

Le chef de la diplomatie française a par ailleurs estimé qu'il ne fallait "pas pousser" en rendant la France responsable du drame rwandais, qui a fait environ un million de morts.

Comme le président François Mitterrand dans la matinée, il a défendu l'opération Turquoise déclenchée en juin pour venir en

aide aux réfugiés et créer une "zone humanitaire sûre" dans le sud-ouest du Rwanda. Il a justifié cette intervention par le fait que les soldats de l'Onu n'étaient pas alors sur place.

Il a insisté sur la nécessité, après le drame rwandais, d'une "diplomatie préventive" avec notamment la création d'une force interafricaine d'intervention pour agir dans l'urgence.

Dans son intervention, François Mitterrand a déclaré que la diplomatie préventive de la France en Afrique avait débouché sur des succès. Il a ajouté qu'une solution était proche au Rwanda jusqu'à l'assassinat en avril du président Juvénal Habyarimana.

Cet attentat, "la guerre civile et les actes de génocide qui s'ensuivirent ont interrompu le processus de rétablissement de la paix qui s'amorçait", a-t-il dit. /WEM/GT

REUTER

081814 nov 94